

ACTION URGENTE

DES AFRO-COLOMBIENS VICTIMES D'UNE DISPARITION FORCÉE

Francisco Pineda et Everto González, membres du conseil communautaire de Caracolí, dans le nord-ouest de la Colombie, ont été victimes d'une disparition forcée orchestrée par des paramilitaires. Amnesty International craint que leur vie et celle d'autres membres de la communauté afro-colombienne ne soient menacées.

Le 1^{er} août, des témoins ont vu un groupe de paramilitaires s'approcher de **Francisco Pineda**, membre du conseil communautaire de Caracolí, dans la région de La Florida (bassin du Curvaradó). Ceux-ci lui ont alors dit qu'ils allaient « résoudre certains problèmes fonciers » et l'ont emmené. Plus tard dans la journée, Francisco Pineda a réussi à contacter ses proches pour les informer qu'il était détenu par des paramilitaires. Sa famille est sans nouvelles de lui depuis lors et on ignore toujours où il se trouve.

Le 23 juillet, **Everto González**, également membre du conseil communautaire de Caracolí, a été approché par un groupe de paramilitaires à Gengadó Medio, dans le bassin du Curvaradó. Ils lui ont dit : « Tu dois venir avec nous, nous allons résoudre le problème foncier. » Ils l'ont forcé à les accompagner et personne ne l'a revu depuis. Le 1^{er} août, des paramilitaires ont indiqué à des parents et des voisins de son neveu, **Álvaro González**, qu'ils étaient maintenant à la recherche de ce dernier en vue de le tuer.

De nombreux membres de communautés afro-colombiennes, dont certains faisant partie des conseils communautaires, ont été menacés par des paramilitaires en raison de la stratégie qu'ils ont adoptée afin de défendre leurs droits fonciers et de s'opposer aux entreprises qui produisent de l'huile de palme. **Enrique Petro**, chef du conseil communautaire d'Andalucía, figure parmi les personnes les plus récemment menacées de mort. Des activités paramilitaires sont régulièrement dénoncées dans le bassin du Curvaradó, où la 17^e brigade des forces armées est pourtant présente.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- dites-vous inquiet pour la sécurité de Francisco Pineda, d'Everto González, d'Álvaro González, d'Enrique Petro et des autres membres de la communauté afro-colombienne ;
- appelez les autorités à faire le nécessaire pour déterminer où se trouvent Francisco Pineda et Everto González, et pour assurer la sécurité d'Álvaro González, d'Enrique Petro et des autres membres de la communauté afro-colombienne qui ont été menacés ;
- demandez-leur de diligenter une enquête exhaustive, impartiale et indépendante sur la disparition forcée de Francisco Pineda et d'Everto González et sur les menaces visant Alvaro González, Enrique Petro et d'autres membres de la communauté afro-colombienne, de rendre les résultats publics et de traduire en justice les responsables présumés ;
- priez-les instamment de prendre des mesures immédiates pour démanteler les groupes paramilitaires et de briser leurs liens avec les forces de sécurité, conformément aux engagements pris par le gouvernement et aux recommandations des Nations unies et d'autres organisations intergouvernementales.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 21 SEPTEMBRE 2011 À :

Président de la République
Señor Juan Manuel Santos
Presidente de la República
Palacio de Nariño
Carrera 8 No.7-26, Bogotá, Colombie
Fax : +57 1 596 0631

Formule d'appel : *Estimado Sr. Presidente Santos, / Monsieur le Président,*

Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse(s) à compléter).

Ministre de l'Intérieur
Señor Germán Vargas Lleras
Ministerio del Interior
Carrera 9a. No. 14-10, Bogotá,
Colombie
Fax : +57 1 599 8961

Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro Vargas, / Monsieur le Ministre,*
Copies à :

Organisation de défense des droits humains
Comisión Intereclesial de Justicia y Paz
Calle 61A, No. 17-26 (Chapinero),
Bogotá, Colombie

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Nom(s), adresse(s), numéro de fax, courriel, formule d'appel

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

ACTION URGENTE

DES AFRO-COLOMBIENS VICTIMES D'UNE DISPARITION FORCÉE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les habitants des bassins voisins du Curvaradó et du Jiguamiandó ont été chassés de leurs terres en 1997 par des paramilitaires, qui ont tué depuis lors plus de 100 d'entre eux. Les terres étaient ainsi disponibles et des palmiers à huile y ont été plantés illégalement. Depuis que le gouvernement national a reconnu leur titre foncier collectif en 2000, une grande partie des membres des communautés afro-colombiennes qui avaient été chassés de leurs terres ont découvert à leur retour que celles-ci étaient occupées illégalement par des cultures de palmiers à huile et d'autres activités agricoles à but commercial. Outre les menaces continues et les homicides, les personnes revenues sur leurs terres ont été victimes de nombreuses tentatives de falsification des actes de propriété par les cultivateurs de palmiers à huile qui souhaitaient les chasser à nouveau, bien que leur titre foncier collectif ait été reconnu par le gouvernement.

Les habitants de Caracolí sont rentrés chez eux en 2007. Depuis lors, beaucoup d'entre eux ont été menacés et tués par des groupes paramilitaires agissant seuls ou en collusion avec les forces armées gouvernementales. En 2000, Jorge González, le frère d'Everto González, a été tué par des paramilitaires parce qu'il avait refusé de leur céder ses terres.

La Cour interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des États américains a demandé à maintes reprises aux autorités colombiennes de prendre des mesures propres à garantir la sécurité des membres des communautés d'origine africaine du Curvaradó et du Jiguamiandó, notamment celle de Walberto Hoyos Rivas. Cependant, ces requêtes n'ont pas été suivies d'effet.

Depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Santos, la Commission interecclésiastique Justice et Paix, une ONG travaillant auprès des communautés des bassins du Curvaradó et du Jiguamiandó a recueilli des informations sur deux disparitions forcées, huit déplacements et des menaces visant 32 personnes, notamment des membres de conseils communautaires.

Noms : Francisco Pineda, Everto González, Álvaro González, Enrique Petro
Genre : hommes

AU 241/11, AMR 23/025/2011, 9 août 2011